

L'OMC de la faim

En 2005, 850 millions de personnes à travers le monde souffrent encore de sous-alimentation. 90% d'entre elles vivent dans les pays du Sud (Afrique, Asie, Amérique latine) et 600 millions sont des paysans.

Ces chiffres à eux seuls sont un réquisitoire contre les politiques néolibérales mises en œuvre par l'OMC qui prétendent assurer la satisfaction des besoins de l'humanité par l'ouverture des marchés et la libre concurrence. Appliqués à l'agriculture et à l'alimentation, les dogmes libéraux se traduisent au contraire par un dumping Nord-Sud, mais aussi Sud-Sud, cassant les efforts de développement des paysans les plus faibles, entraînant pauvreté, misère, et un exode massif qui vide les campagnes.

L'objectif affiché par l'ONU de réduire la sous-nutrition de moitié d'ici 2015 ne sera sans doute pas atteint : il ne pourrait l'être sans remise en cause de ces politiques.

Car, « pour assurer la subsistance de neuf milliards d'humains annoncés (en 2050, ndlr), le monde a besoin de toutes ses agricultures. Chaque pays a le droit de se nourrir lui-même. Les plus pauvres ne peuvent exister autrement. Pour que le monde trouve ses équilibres, il faut qu'ici soit mise au point une agriculture productive respectueuse de la nature, et que là soit inventé un paysannat moderne qui nourrisse et retienne les multitudes de ruraux que la ville ne peut accueillir » (Edgar Pisani, *Un vieil homme et la Terre*, Seuil, 2004).

Parce qu'elle permettrait de relever le niveau des prix agricoles, d'élever le niveau de vie des paysans et de mettre fin à l'exode rural forcé, la souveraineté alimentaire portée par le mouvement paysan Via campesina – dont fait partie la Confédération paysanne – constitue la seule alternative à la mondialisation libérale et la réponse aux enjeux agricoles et alimentaires du XXI^{ème} siècle.

Jean-Luc Baudry, paysan en Bourgogne (Côte-d'Or)

Ce dossier a été réalisé en collaboration avec les Amis de la Confédération paysanne (voir p. 19)



État des lieux

Pourra-t-on éviter la grande évacuation des campagnes ?

Les pouvoirs politiques et économiques mondiaux voient l'avenir de l'agriculture comme un processus et un modèle uniques de « libre concurrence ». Les moyens sont inégaux : l'exode rural s'amplifie déjà, partout. Le défi posé par l'évacuation des campagnes sera-t-il impossible à relever ?

L'agriculture, c'est toujours la moitié de l'humanité et 1,2 milliard d'exploitations, une extrême diversité d'agricultures, réponses à la diversité des géographies, des écologies, des histoires et des cultures du monde. Un point commun : 95 % des exploitations sont de caractère familial, si l'on veut bien considérer les formes assez variables que peuvent prendre les familles dans les différentes régions du monde.

Aujourd'hui, pour les prescripteurs mondiaux, l'avenir de l'agriculture est d'abord vu comme un processus économique et un modèle projeté unique de « libre concurrence ». Cette vision simplificatrice est déjà à l'œuvre : les agricultures et les paysans du monde sont mis en compétition dans un contexte qui est à la fois de surproduction et de gains importants de productivité. Si rien ne l'encadre, l'histoire est toute écrite : la première conséquence est l'élimi-

nation de la très grande majorité des « compétiteurs », vue l'inégalité de leurs armes, la seconde est la moindre diversité des formes d'agriculture et la convergence vers un modèle unique d'exploitation.

Des histoires différentes

Nous connaissons cette histoire pour l'avoir déjà écrite dans notre pays. En un siècle, la population agricole, majoritaire au départ, y est tombée à 3 ou 4 % de la population totale, et le même logiciel s'impose à tous les producteurs, même si certains continuent à trouver des chemins de traverse. Mais notre histoire s'est écrite dans un tout autre contexte : soixante millions d'Européens, dont beaucoup de paysans, sont partis vers les colonies ou le Nouveau Monde entre la fin du XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle ; deux guerres mondiales ont fauché respectivement 17 et 51 millions d'Européens ;

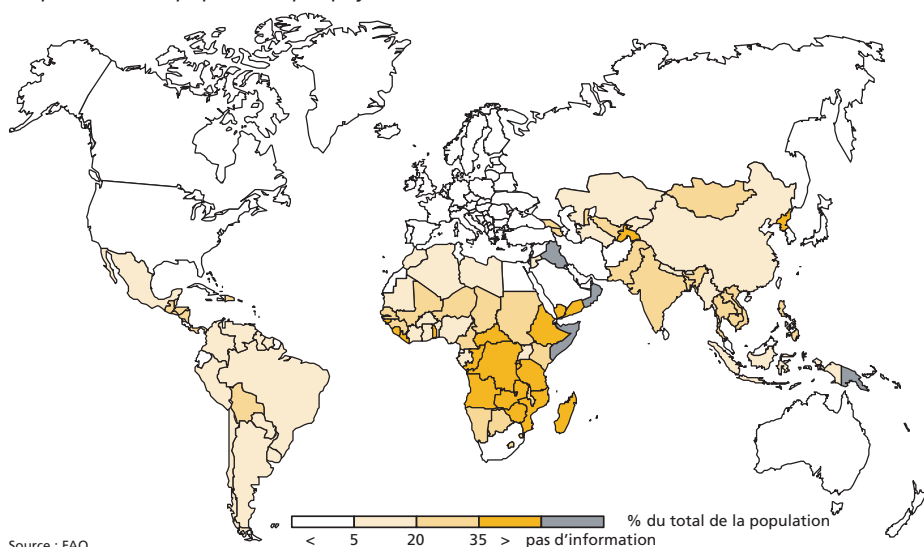
des périodes de croissance longue ont permis la création de nombreux emplois dans l'industrie ou les services. L'exode rural n'a pas été pour tous les partants une partie de plaisir. Mais ce n'est qu'à la fin des années 1970 qu'est apparu un chômage structurel et que se sont compliquées considérablement les possibilités de mobilité.

L'histoire s'est écrite d'une autre manière dans les grands pays de colonisation foncière. En Amérique du Nord et du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et au Zimbabwe, le pouvoir colonial, dès la conquête, a récupéré les terres. Il a poussé vers des marges sans intérêt les Indiens, Aborigènes ou Maoris. Il a décrété l'indépendance avant le réveil des peuples indigènes et conservé la structure foncière et le modèle colonial agro-exportateur. La population agricole, celle qui compte, correspondait dès l'origine à moins de 5 % de la population totale. Les agricultures indigènes déstructurées restent invisibles. Nous retrouvons la plupart de ces pays dans le groupe dit « de Cairns », prêts à durcir à l'OMC la guerre commerciale internationale.

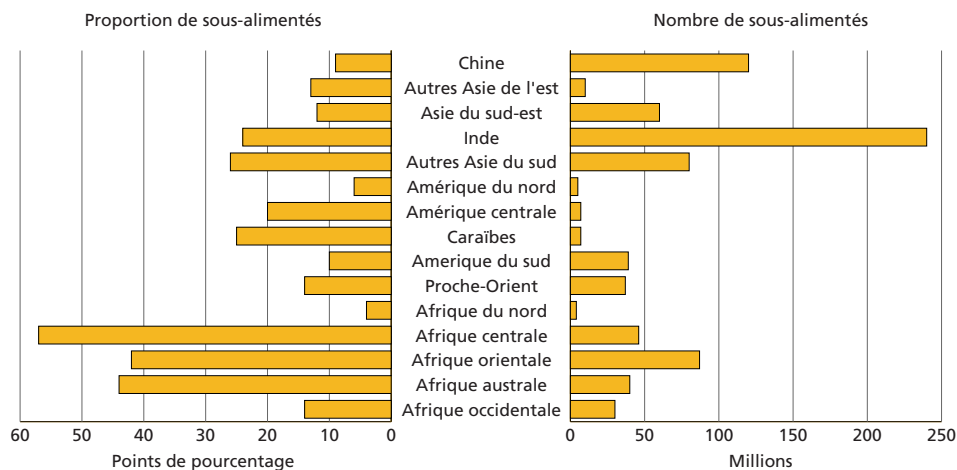
Un troisième groupe est constitué de pays dont les agricultures emploient encore entre 60 à 80 % de la population totale. On y trouve l'Asie, notamment la Chine et l'Inde, et le plus gros de l'Afrique, c'est-à-dire plus de deux milliards de paysans. C'est dans ces pays que risquent de se produire de véritables hémorragies rurales. Comment pourront résister les 650 millions de paysans Indiens ou les 800 millions de paysans Chinois à la puissance de feu des grands agro-exportateurs ? Où iront-ils s'ils doivent quitter la production agricole ? Ce n'est pas la *silicone val-*

La faim dans le monde

Proportion de la population par pays souffrant de sous-alimentation



840 millions de personnes victimes de sous-alimentation



Source : FAO

ley de Bangalore (petite concentration d'unités informatiques de pointe, au sud de l'Inde) qui pourra les absorber. Nous savons comment le processus d'évacuation des campagnes se produit. Au départ se trouvent l'instabilité et le déclin des prix agricoles, entraînant la paupérisation des producteurs et un endettement d'autant plus meurtrier que les prêts sont usuraires et que l'instabilité des prix condamne l'emprunteur. Au terme du processus, deux issues : le suicide, très répandu dans certaines régions de l'Inde, notamment dans la zone cotonnière de l'Andhra Pradesh, ou l'exode vers un bidonville.

La crise s'accélère

La crise s'accélère, alimentée par les politiques de libéralisation. Projetons-nous dans l'avenir : 4 % de la population mondiale peuvent sans doute nourrir les Terriens solvables, fournir des matières premières agricoles et de l'énergie à l'industrie. 4 %, c'est 240 millions de personnes. Les autres paysans – 2,7 ou 2,8 milliards de personnes – devront sortir de l'agriculture ou vivre dans des autarcies misérables. Que pourra-t-on leur proposer, à eux et aux 1,2 milliard de pauvres qui sont déjà exclus de l'économie ? Trois milliards d'emplois salariés ? Des microcrédits pour créer autant de micro-entreprises ? Des

aides sociales ou un revenu minimum universel ? Le défi posé par l'évacuation des campagnes est impossible à relever. Ce n'est pas un hasard si se mettent en place des politiques sécuritaires et de confinement de la pauvreté dans des terres lointaines.

L'Europe a connu au XIV^{ème} siècle un cul de sac du même genre. Avec la fin des grands défrichements, il aurait fallu changer de systèmes de production, opérer une révolution technologique, maîtriser la croissance démographique. Les paysans se sont heurtés au plafond des capacités productives de l'époque et la pauvreté a grandi. En un siècle, la population européenne a diminué des deux tiers par la conjonction de la famine, de la peste noire et des guerres de cent ans, trois fléaux dévastateurs sur des populations affaiblies. Nous ne pouvons pas croire que les hommes du XXI^{ème} siècle laisseront une paupérisation paysanne massive se développer et, au-delà des drames des communautés décimées, entraîner le monde vers des tensions insoutenables.

Henri Rouillé d'Orfeuill

Henri Rouillé d'Orfeuill, ingénieur agronome, docteur en économie appliquée, est président de Coordination SUD (Solidarité Urgence et Développement), coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale - www.coordinationsud.org

Faim et pauvreté : quelques chiffres

- 840 millions de personnes dans le monde (plus de 90 % dans les pays en développement) sont victimes de sous-alimentation : 600 millions sont des paysans. Il y a 1,3 milliard de paysans dans le monde, soit la moitié de la population active totale. Sur les 6 milliards de Terriens, la moitié vit dans la pauvreté, avec un pouvoir d'achat équivalent à moins de 2 euros par jour.

- Dans de nombreux pays, le crédit, comme le foncier, demeure inaccessible à la majorité de la population, entraînant une extension du crédit usuraire qui, en Haïti par exemple, pratique des taux proches de 400 %. Quant au foncier : les 88 % d'exploitations familiales sud-américaines correspondent à 12 % des terres agricoles. Au Brésil, 1 % des propriétaires possède 44 % de la terre.

- En soixante ans (de 1940 à 2000), l'écart de productivité entre l'agriculture la moins productive du monde et l'agriculture la plus productive est passée de 1 à 10 à 1 à 2000. Seuls 2% des agriculteurs dans le monde possèdent un tracteur (28 millions de tracteurs). Les gains de productivité ont entraîné une très forte baisse des prix agricoles réels : selon les produits, ces prix ont été divisés par 2, 3 ou 4 au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

- Les producteurs les plus intensifs des pays riches, bénéficiant de faibles coûts de production et soutenus par des subventions, ont accru les excédents agricoles exportés à des prix de plus en plus bas. La concurrence inéquitable a laminé le revenu des populations rurales au Sud : réduits à la pauvreté et à la faim par la chute constante des prix agricoles, ces paysans et leurs familles sont contraints à l'exode vers les bidonvilles urbains.

- En 1960, une famille africaine récoltant 10 sacs de céréales en vendait 2 pour ses besoins monétaires de base (frais de scolarité, médicaments, vêtements...) et en conservait 8 pour se nourrir. En 2000, cette même famille devra en consacrer 4 pour les mêmes besoins : il ne reste alors que 6 sacs pour l'alimentation.

(source : Comité français pour la solidarité internationale - www.cfsi.asso.fr)

Perverses politiques

Le riz subventionné étouffe le Sud

Les importations de riz bon marché inondent de plus en plus les pays pauvres, anéantissant l'unique moyen de subsistance de dizaines de millions de familles rurales.

C'est une scène tirée du dernier rapport d'Oxfam International, l'ONG britannique réputée pour ses réquisitoires contre la mondialisation libérale. Elle se déroule sur un marché de Tamale, au Ghana. Là, au milieu des étals colorés de fruits et légumes, des plateaux de riz local, cultivé dans les villages alentour, sont transportés par des commerçantes ghanéennes. Mais, à défaut de clients, elles voient toujours plus de passants attirés par des magasins remplis de grands sacs de riz



Brisures de riz thaïlandais vendues au Burkina-Faso sous une marque africaine : des pratiques commerciales cyniques, encouragées par l'OMC et qui mettent en péril des millions de paysans à travers la planète.

blanc de provenance... des États-Unis, de Thaïlande ou du Vietnam. « Un exemple, selon Oxfam, des règles biaisées du commerce mondial du riz. »

L'ONG de lutte contre la pauvreté, respectée pour son expertise sur les racines du mal-développement, avait déjà dénoncé le cynisme des pays du Nord dès lors qu'il s'agissait de promouvoir leurs exportations de maïs, de lait, de sucre ou de coton. Cette fois, Oxfam a donc décortiqué le marché du riz, dans un système commercial mondial où les pays riches promettent qu'ils ont réellement l'intention de lutter contre la pauvreté. Sans pour autant garantir une agriculture au profit des populations les plus démunies.

Dans ce rapport intitulé « Enfoncer la porte », Oxfam estime que les prochaines négociations de l'OMC, en décembre à Hongkong, qui sont supposées promouvoir l'idée que le commerce peut être au service du développement, pourraient servir à enfoncer définitivement la « porte » des marchés agricoles des pays du Sud en réduisant les droits de douanes.

Qu'elles viennent de pays compétitifs, comme le Vietnam, ou d'autres lourdement subventionnés comme les États-Unis, les importations de riz bon marché inondent de plus en plus les pays pauvres, anéantissant l'unique moyen de subsistance de dizaines de millions de familles rurales.

Diminution des barrières douanières

L'ONG dénonce aussi les politiques du FMI et de la Banque mondiale qui, au nom de la lutte contre un soi-disant protectionnisme, se sont soldées par une forte diminution des barrières douanières pour les importations de riz dans certains pays du Sud. « En 1995, le FMI a forcé Haïti à réduire ses tarifs douaniers sur le riz de 35 % à 3 %, entraînant une augmentation des importations de plus 150 % entre 1994 et 2003 », explique l'ONG. Résultat ? Dans l'un des pays les plus pauvres au monde, où plus de la moitié des enfants sont mal nourris, les régions rizicoles ont aujourd'hui une des concentrations les plus élevées de malnutrition

et de pauvreté. Avec tout l'enchaînement économique pervers qui suit. En clair, les cultivateurs haïtiens qui ont vu débarquer un riz « étranger » moins cher, ont riposté en baissant leur prix, au détriment de leur mince budget d'éducation ou de santé. Le tout au profit des producteurs de riz américains.

Selon Oxfam, les États-Unis (troisième exportateur mondial) détiennent la palme des subventions versées à leurs producteurs de riz. « En 2003, le gouvernement américain a

déboursé 1,3 milliard de dollars pour subventionner le secteur en encourageant les agriculteurs à produire une récolte qui a coûté en tout 1,8 milliard de dollars. »⁽¹⁾ De telles subventions facilitent ainsi la vente de 4,7 millions de tonnes de riz à un prix inférieur de 34 % à son coût de production. Au Honduras, le riz subventionné aux États-Unis se vend moins cher que la production locale. Une aubaine pour les consommateurs les plus pauvres qui pourront « s'offrir » une nourriture moins chère, comme l'expliquent les tenants des théories du libre-échange. Mais voilà, au Honduras, cinq gros importateurs se partagent 60 % du marché du riz. « Quand les tarifs douaniers ont été abaissés, le prix à l'importation a chuté de 40 %, mais le prix d'achat au détail, lui, a en réalité augmenté de 12 % », souligne Oxfam.

Vittorio de Fillipis

(Avec l'aimable autorisation de l'auteur et du journal Libération, article paru le 11 avril 2005)

(1) NDLR : l'UE accorde à ses producteurs 950 euros/ha d'aides directes

Alternative

La vraie liberté, c'est la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire encourage des modèles alternatifs à la logique néolibérale. Elle permet ainsi des politiques agricoles soucieuses de l'emploi, des territoires et de l'environnement.

La souveraineté alimentaire désigne le droit des populations, de leurs pays ou unions de pays, à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Elle a été présentée pour la première fois par Via campesina à l'occasion du premier Sommet mondial de l'Alimentation, organisé par la FAO à Rome en 1996 (cf p. VIII).

Depuis, cette proposition a joué un rôle clé dans le débat sur l'agriculture et les alternatives aux politiques néolibérales. Avant qu'elle ne soit proposée, la sécurité alimentaire se contentait de réfléchir aux moyens de garantir une alimentation suffisante par le biais du commerce, à l'échelon national ou international. La souveraineté alimentaire place les producteurs agricoles au centre du débat et soutient les peuples dans leur droit de produire leur propre ali-

mentation, indépendamment des opportunités de marché.

Le principe encourage le développement de modèles alternatifs de production, de distribution et de consommation. Ces modèles sont basés sur une nouvelle logique, opposée à la logique néolibérale qui se fonde sur la libéralisation du commerce et considère que seuls les marchés internationaux peuvent résoudre le problème de l'insécurité alimentaire.

La souveraineté alimentaire implique donc une agriculture soucieuse de l'emploi, des territoires et de l'environnement. Ainsi, les politiques agricoles, définies au niveau national ou régional doivent inclure :



Souveraineté alimentaire - Le Venezuela développe un programme de jardins urbains à Caracas, gérés par de petites coopératives d'habitants producteurs. Ici, la coopérative de Chupulun, installée près d'une voie ferrée. La terre appartient à la société des chemins de fer mais est utilisée par la coopérative grâce à un accord avec la mairie.

- La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès de tous à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.
- La participation des populations au choix de politique agricole.
- Le droit des paysan(e)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer, mais aussi qui produit et comment est produit ce qu'ils consomment.
- Des prix agricoles liés aux coûts de production : c'est possible à condition que les États ou unions d'États aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.
- La reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

Quelques définitions

• Droit à l'alimentation

C'est le « droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne » (ONU, commission des droits de l'homme sur le droit à l'alimentation, 20/04/01, Jean Ziegler, rapporteur spécial).

• Sécurité alimentaire:

«La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont à tout moment un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active» (*idem*).

• Malnutrition

État physiologique anormal causé par des carences, des excès ou des déséquilibres de l'alimentation (énergie, protéines et/ou autres nutriments). Lutter contre la malnutrition comprend aussi l'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

• Sous-alimentation

Ration alimentaire en permanence insuffisante.

Jean-Marc Desfilhes

Résister – créer

L'Europe plume l'Afrique

La campagne « Exportations de poulets : l'Europe plume l'Afrique ! »⁽¹⁾, lancée en octobre 2004 par Agir Ici et relayée par la Confédération paysanne, demandait le droit à la protection des marchés agricoles des pays pauvres en prenant comme illustration les exportations européennes de bas morceaux de poulets congelés vers l'Afrique, sur un marché contraint à l'ouverture par l'OMC. Ces exportations de poulets provoquent la ruine des éleveurs locaux.

Dans le cadre de la campagne, trois questions ont été posées par des parlementaires européens au commissaire au Développement, Louis Michel. Celui-ci a rappelé l'engagement de l'UE dans les accords de partenariat économique (APE) en faveur du développement et de l'intégration régionale. La Com-

mission se défend de faire pression pour l'ouverture des marchés des pays du Sud mais ne s'est pas engagée à limiter le niveau de libéralisation demandée dans les APE.

Au Cameroun, l'action menée par l'ACDIC (Action citoyenne de défense des intérêts collectifs), à l'initiative de la campagne, a permis d'obtenir des résultats encourageants. La demande pour les poulets locaux est en hausse. En décembre, l'ACDIC a organisé un grand dîner parlementaire centré sur la question des importations de poulets congelés : 120 députés y ont participé, les principaux médias camerounais ont couvert l'événement. Le nouveau ministre de l'Élevage a reçu les représentants de l'association et a pris deux décisions importantes, qui risquent cependant d'être contestées à

l'OMC : la limitation de la quantité de poulets congelés arrivant au Cameroun à 5 000 tonnes entre septembre 2004 et mars 2005 (contre 10 000 tonnes auparavant) et la taxation de 1 000 francs CFA par kilo de poulet congelé importé arrivant au port de Douala. Par ailleurs, de nouveaux agents ont été embauchés pour renforcer le contrôle sanitaire vétérinaire, notamment celui des chambres froides des importateurs, l'action de l'ACDIC ayant mis en évidence de nombreux cas de non-respect de la chaîne du froid par ces importateurs.

Source : www.agirici.org

(1) La campagne en quelques chiffres : 130 000 documents diffusés, 38 000 participants en France, 10 000 en Belgique, 62 articles dans la presse, 15 émissions radio, 50 animations en régions...

Dix ans d'OMC, ça suffit !

Les organisations paysannes membres de *Vía campesina* dans l'Est de l'Asie⁽¹⁾ se sont réunies du 16 au 19 mai à Dili, au Timor Oriental, pour préparer la mobilisation contre le sommet de l'OMC qui se tiendra à Hong-Kong, en décembre. Extraits de leur déclaration.



Corée du Sud, septembre 2004 : manifestation de paysans du Korean peasant league (KPL) pour la souveraineté alimentaire. La Corée du Sud importe l'équivalent de 72% de son alimentation ; elle était autosuffisante il y a trente ans. Près de la moitié de ces importations est traitée directement ou indirectement par la multinationale Cargill.

L'OMC crée plus de pauvreté, de faim, d'exploitation des ressources naturelles et de destruction de l'environnement sur la planète. Les nations autosuffisantes au niveau alimentaire doivent importer des aliments, privatiser leurs

ressources en eau, les services publics et détruire tant leurs semences que leurs savoirs traditionnels. De nombreux pays perdent leur souveraineté et sont contrôlés par une poignée de firmes transnationales (...).

En Thaïlande, connue comme un grand exportateur de riz, les paysans souffrent beaucoup, perdent leurs terres et leurs semences locales. Les paysans de la Corée du Sud et du Japon luttent pour arrêter la libéralisation du marché du riz dans ces pays. L'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, pays agricoles, sont en train de se convertir en de grands importateurs d'aliments.

Nous voulons empêcher la tenue du sommet ministériel de l'OMC à Hong-Kong, en décembre: dix ans d'OMC, ça suffit ! Nous refusons et dénonçons les traités de libre échange en tant que nouvelles formes d'impérialisme dans le monde. Nous lançons un appel et encourageons les communautés paysannes, les travailleurs ruraux, les peuples indigènes et les autres mouvements sociaux, à se mobiliser, à lancer des campagnes contre le sommet de l'OMC. Nous voulons mettre en œuvre une véritable réforme agraire, des politiques de souveraineté alimentaire et de respect des droits paysans. En prévision du sommet de

Hong-Kong, nous organiserons une mobilisation le 10 septembre pour commémorer la journée mondiale de lutte contre l'OMC et le deuxième anniversaire du sacrifice de Lee Kyung-Hae, à Cancún en 2003, puis une mobilisation à Genève lors de la réunion du Conseil général de l'OMC, les 19 et 20 octobre. Nous intensifierons notre lutte (...) tous les jours, les semaines, les mois précédents le sommet de Hong-Kong (...).

(1) Hametin Agrikultura Sustentavel Timor Lorosa'e (HASATIL, Timor Leste); Federasi Serikat Petani Indonesia (FSP, Indonésie); Assembly of the Poor (AOP, Thaïlande); Korean Peasants League (KPL, Corée du Sud); Korean Women Peasant Association (KWPA, Corée du Sud); Kilusang Magbubukid ng Philipinas (KMP, Philippines); Paragos Philipinas (ancien-nement DKMP, Philippines); Borneo Indigenous and Peasant Movement, (PANGGAU, Sarawak, Malaisie); Vietnam Farmers' Union (VNFU, Vietnam); Japan Family Farmers Movement (Nouminren, Japon); Northern Peasant Federation (Thaïlande).

Initiatives

Relancer le maraîchage en Ile-de-France

Il est socialement, économiquement et écologiquement absurde que les produits maraîchers vendus sur les marchés parisiens proviennent de régions très éloignées. La Confédération paysanne et l'Association de ses Amis cherchent à promouvoir l'installation de nouveaux maraîchers en Ile-de-France. Interview de Raymond Leduc, un des initiateurs du projet, qui a permis l'installation de deux jeunes maraîchers sur trois hectares de sa ferme, dans l'Essonne.

Comment est né un tel projet ?

Le maraîchage ou d'autres cultures comme les vergers ou les haricots d'Arpajon - qui ont aujourd'hui disparu - permettent de repenser l'agriculture locale. Lorsqu'on installe un jeune céréalier de nos jours, c'est nécessairement dans une logique d'agrandissement. Il a besoin d'un important matériel difficile à rentabiliser et l'essentiel de cette mécanisation provient des USA ou du Canada. Il faut sortir l'agriculture de l'énergie pétrolière. Le maraîchage est économe en matériel et demande surtout des bras, ce qui, en période de chômage, peut contribuer à maintenir un tissu rural vivant en créant des emplois.

De quel ordre ?

J'estime que l'exploitation de deux à trois hectares en maraîchage nécessite deux personnes. Quand je parle de deux personnes, je pense à deux associés, acteurs paysans, sans salarié. Des salariés augmenteraient sensiblement le prix de revient des produits. Ces deux personnes consacraient l'essentiel de leur temps à la production. Reste le problème de la commercialisation.

Qu'envisager pour cette commercialisation ?

Elle peut se faire à la ferme. Deux à trois hectares permettent de nourrir en légumes frais environ 100 familles, soit 400 personnes, ce qui n'est pas trop difficile à trouver à proximité en région parisienne. On peut aussi s'organiser en Amap, relations entre un maraîcher



Sur la ferme de Raymond Leduc, où deux jeunes maraîchers ont pu s'installer. Il y avait 15 000 maraîchers professionnels en Ile-de-France dans les années 50 ; il en reste 150 aujourd'hui.

et une association de consommateurs (voir p. 14 et 15). Mais si ce projet de développement du maraîchage se développe comme je le souhaite et qu'un nombre suffisamment important d'installations se réalise, on peut concevoir pour la commercialisation la création de groupements d'intérêt économique (GIE) regroupant les productions diversifiées de plusieurs paysans. Un emploi salarié peut alors être créé pour s'occuper de la vente.

Quel mode de production choisir ?

La démarche doit être cohérente et rompre avec les pratiques productivistes. Les dimensions sociales et environnementales sont essentielles. Le bio est une réponse pertinente pour un tel projet.

Quel soutien attendre des pouvoirs publics pour sa mise en œuvre ?

Un soutien essentiellement politique. Les pouvoirs publics peuvent garantir l'accès au sol. Les élus locaux ont les moyens de mettre des terres à dispo-

sition de maraîchers, d'autant que quelques hectares suffisent. Par ailleurs, en région parisienne ne subsiste qu'une école pour la formation spécialisée en maraîchage. C'est insuffisant pour la réussite du projet. Les pouvoirs publics doivent susciter la création et le développement d'autres écoles ou formations. Il conviendra aussi de mettre en place des cellules d'accompagnement pour les nouveaux installés. Si le projet prend corps, on pourrait songer à une fondation.

Mais on a pas besoin d'attendre les pouvoirs publics : chaque céréalier de la région

parisienne peut céder trois ou quatre hectares afin d'installer un maraîcher, et conclure avec lui un partenariat pour s'entraider dans les périodes de pointe de l'un et de l'autre. Tout le monde serait gagnant de telles démarches.

C'est un projet de longue haleine...

Oui. Il contribue à une remise en cause de l'agriculture et de la société de consommation telle que nous les connaissons aujourd'hui et a pour ambition de redonner du goût à ce que nous mangeons, en respectant les saisons. Nous ne proposerons pas de tomates en décembre ! Il s'agit de recréer une production vivrière locale. Mais si la société ne s'en empare pas, ce projet ne verra jamais le jour.

*Propos recueillis par
Alain Maurin et Marie-Thérèse
Richard, des Amis de la
Confédération paysanne.*

Contact : leductourelles@wanadoo.fr

Stratégie

« Inverser les politiques agricoles mondiales ne se fera pas en une nuit »



Comment porter politiquement la souveraineté alimentaire ? Interview d'Ibrahim Coulibaly, président de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali, qui anime aux côtés de José Bové le travail sur ce thème au sein de Via campesina.

comme Consumers international, des environnementalistes comme les Amis de la Terre. Notre mouvement paysan a réussi au niveau international à imposer la souveraineté alimentaire comme l'alternative au modèle néolibéral.

Le rapport de force est-il suffisant ?

Inverser les politiques agricoles mondiales qui profitent aujourd'hui à une poignée de multinationales ne se fera pas en une nuit. Mais le constat d'échec des politiques néolibérales est maintenant partagé par un nombre croissant de personnalités, tel Joseph Stiglitz, ancien vice-président de la Banque mondiale, qui est très dur vis-à-vis du FMI. Nous voyons également une évolution dans la mentalité de certains gouvernements : en Afrique de l'Ouest, je suis agréablement surpris de voir que le droit à la souveraineté alimentaire est maintenant discuté dans le cadre de rencontres intergouvernementales. Au niveau du Mali, la future loi agricole en discussion devrait s'appuyer clairement sur la souveraineté alimentaire.

Comment expliquez-vous cet intérêt en Afrique de l'Ouest ?

Avant le tournant idéologique néolibéral du début des années 1980, la plupart des pays de la région visaient ce que nous appelions à cette époque l'autosuffisance alimentaire, qui est à bien des égards proche de la souveraineté alimentaire.

Quel aspect de la souveraineté alimentaire doit approfondir Via campesina ?

Nous devons la présenter comme un projet économique qui tient la route. Il

s'agit d'une réorientation des politiques agricoles pour augmenter les richesses et le niveau de vie des populations paysannes. Via campesina doit convaincre les gouvernements que des prix suffisamment élevés pour maintenir l'emploi agricole et une économie rurale saine sont indispensables pour lutter contre l'exode rural, l'explosion des grandes villes, les flux migratoires incontrôlés. La démonstration des avantages économiques de la souveraineté alimentaire sur les politiques néolibérales doit devenir une priorité de Via campesina. Je suis convaincu que nous pourrions bénéficier de l'appui de très nombreux économistes.

Quels sont les principaux dangers qui menacent aujourd'hui la souveraineté alimentaire ?

Le principal est la récupération de la souveraineté alimentaire par des politiciens qui s'attacheront à la vider de son contenu social et économique, comme ils n'ont pas hésité à le faire pour le développement durable. Lorsque Jacques Chirac utilise dans un discours à Dakar⁽¹⁾ les termes de « souveraineté alimentaire », nous sommes sceptiques, car sans une réforme en profondeur de la Pac, les exportations européennes continueront à détruire les économies paysannes du Sud. Via campesina doit donc réaffirmer clairement ce qu'est la souveraineté alimentaire, une agriculture destinée à alimenter en priorité les marchés locaux, et sans OGM, bien sûr...

*Propos recueillis par
Jean-Marc Desfilhes*

D'où vient le droit à la souveraineté alimentaire ?

Le concept est né en 1996 à l'occasion du premier sommet mondial de l'Alimentation, organisé par la FAO. Les accords créant l'OMC venaient à peine d'entrer en vigueur et déjà la libéralisation des échanges de produits agricoles amplifiait la crise économique qui frappait les petits et moyens paysans, du Sud comme du Nord. Pour Via campesina, il s'agissait de tirer la sonnette d'alarme et de montrer que le néolibéralisme et l'ouverture des marchés ne sont pas une fatalité.

Quel bilan tirer des dix premières années de mobilisation ?

Nous ne sommes plus les seuls à admettre que les politiques imposées par l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, ont des conséquences désastreuses sur les économies du Sud, et plus particulièrement sur les populations les plus fragiles. Via campesina est parvenue en dix ans à faire partager son analyse par un réseau chaque jour plus vaste d'organisations de la société civile. Derrière la défense de la souveraineté alimentaire, nous nous retrouvons maintenant avec les réseaux de pêcheurs, des organisations de consommateurs

(1) Au forum agricole de Dakar, qui s'est tenu les 4 et 5 février 2005.